

Notre agenda Europe 2020 « Vers une Europe du savoir libre »

Communiqué du collectif Printemps 2010 émis à l'issue du sommet alternatif et participatif qui s'est tenu le 25 mars 2010 au Parlement européen (Bruxelles)

Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne marque, ces 25 et 26 mars 2010, le dixième anniversaire de la stratégie de Lisbonne qui encadre les politiques actuellement menées par les États membres afin de « moderniser » les systèmes nationaux de recherche et d'éducation à tous les niveaux (primaire, secondaire, supérieur et formation continue).

Dans la stratégie de Lisbonne, l'ambition affichée d'une « société de la connaissance » est réduite à un simple marché capitaliste du savoir dont l'influence nocive est visible partout. Le système de recherche publique est partout en cours de démantèlement et l'état de sa marchandisation se resserre. Les frais d'inscription (aux études) augmentent. Les conditions d'étude et de travail deviennent chaque jour plus précaires. Les citoyens sont exclus des décisions techniques et scientifiques qui affectent pourtant leur existence. Loin d'être tenue, la promesse de 3 % du P.I.B. alloués à la recherche aboutit dans les faits à des réductions budgétaires drastiques.

À l'occasion de notre sommet alternatif tenu ce jour, près de 100 personnes (la plupart représentant diverses organisations européennes telles que syndicats de la recherche et de l'enseignement supérieur, organisations d'étudiants, O.N.G et partis politiques) provenant de 13 États membres de l'UE, se sont rassemblées afin de promouvoir un autre projet européen dans les secteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur, en rupture avec la politique européenne orientée vers le marché.

Nous croyons qu'une plus grande place doit être accordée au savoir, mais avec l'objectif de promouvoir l'Éducation et la Recherche comme biens publics assurant à toutes et tous l'accès au savoir, en permettant aux citoyens d'exprimer une analyse critique rationnelle des choix scientifiques et techniques qui leur sont proposés et façonnent notre vie quotidienne.

Gardant à l'esprit les défis environnementaux et sociétaux auxquels notre planète et ses habitants sont confrontés, l'éducation (y compris l'enseignement supérieur et la formation des adultes) doit renforcer la capacité des citoyens à analyser notre société et à participer activement à son développement.

Dans ce but, nous revendiquons notamment la gratuité de l'éducation pour toutes et tous ; de meilleures conditions d'études ; l'affranchissement de la recherche publique des intérêts marchands ; une meilleure prise en compte des besoins sociaux ; le respect de la diversité dans le champ scientifique, l'éducation et les modes d'organisation ; la mobilité des étudiants et des chercheurs comme droit et non comme une contrainte supplémentaire ; la gratuité du savoir en tant que bien public ; la stabilité professionnelle ainsi que la liberté académique et une direction véritablement démocratique des institutions régissant l'enseignement supérieur et la recherche.

Plus largement, et à l'opposé de ce que l'U.E. propose encore et toujours avec sa « nouvelle » vision de *l'Europe en 2020*, nous devons libérer notre société de l'emprise de la compétition globalisée et généralisée, ainsi que des marchés financiers, et promouvoir une nouvelle organisation des échanges internationaux dans les domaines économique, culturel, scientifiques, etc., fondée sur les valeurs de solidarité et de respect mutuel,